

# Joinville

## rive gauche

Mai 2011

COMMENT DIRE ?

## « Une salutaire leçon de démocratie »

**N**OUS NE SAVONS PAS ENCORE, à l'heure actuelle, ce qu'il adviendra des révolutions tunisienne et égyptienne. Nous voyons également combien souffre le peuple libyen. Mais comme vous, je l'espère, je tiens à exprimer de sincères remerciements à ces peuples d'Égypte, de Lybie, de Tunisie – et, tout particulièrement, à ce dernier – pour la leçon qu'ils nous ont donnée.

Qui aurait parié qu'un peuple se soulèverait avec une telle dignité face à un régime corrompu alors que nous étions tentés de penser qu'il n'y avait pas d'alternative ? Combien de fois n'avons-nous pas entendu des discours cherchant à culpabiliser ceux qui, comme nous, défendent un modèle de démocratie universel. Après tout, nous disait-on, la Tunisie, l'Égypte, la Libye ont bien le droit d'avoir un régime qui leur soit propre, même tyrannique. Au nom de leur différence culturelle. D'autres discours invoquant une soi-disant lutte des civilisations s'efforçaient de prétendre que l'Islam serait incompatible avec la démocratie. L'histoire en marche et l'action de ces peuples tendent à nous prouver le contraire. La Tunisie nous montre qu'un pouvoir politique, pour être au service d'un peuple, doit être accompagné de puissants contre-pouvoirs : le droit, la presse, le parlement. La liberté est

un bien essentiel. Cela n'empêche aucun citoyen de Tunisie de pratiquer la religion qu'il souhaite, l'Islam en particulier. En revanche, nous voyons beaucoup de régimes tyranniques se prévaloir d'une religion d'État comme l'Iran, l'Arabie Saoudite ou se doter d'un parti unique, comme la Chine.

Les événements tunisiens nous renvoient à notre propre situation, qui voit notre omniprésident essayer de rogner les contre-pouvoirs existants par l'asservissement de la presse (en nommant le président de France Télévisions) ou

l'attaque frontale du pouvoir judiciaire qui ose montrer son indépendance. Il est temps que la démocratie française s'épanouisse et que la page Sarkozy se tourne. Si, avec le PS, la gauche gagne les prochaines présidentielles, nous veillerons à conforter les instruments de contre-pouvoir qui sont le fondement de la démocratie, de la liberté individuelle et de l'efficacité de l'État. J'exprime donc ma profonde reconnaissance à nos amis tunisiens, pour nous avoir rappelé une ardente obligation : la défense des principes démocratiques au-delà de la religion du

peuple. Le chemin est difficile et j'espère qu'ils trouveront en eux la force de se doter d'un régime exemplaire, je le leur souhaite. Mais nous avons le devoir, de notre côté, de nous montrer comme eux à la hauteur de nos valeurs.

*André Maizener, Secrétaire de section*



SOMMAIRE

**PAGE 2**

- Les équipements publics dans le viseur
- L'entreprise une idée de gauche

**PAGE 3**

- Choisissons notre champion
- Petits cadeaux entre amis
- Un service de cardiologie de pointe menacé

**PAGE 4**

- Quand le maire « ne peut rien »

REMETTONS LES PENDULES À L'HEURE....

## Merci, qui ?

Après quelques difficultés techniques de mise en route, l'ascenseur de l'Île Fanac fonctionne enfin, permettant aux jeunes souffrant d'un handicap d'avoir accès à l'école de musique. Puisque M. le maire n'a pas jugé bon de le faire, disons merci à Mme Montchamp, ex-députée de la circonscription, et aux Conseils général et régional *de gauche*. Grâce à eux, le financement de cet équipement n'aura rien coûté aux Joinvillais... Le parc du Parangon s'est agrandi ? Merci une fois de plus au Conseil général, qui a fait cadeau de l'accès au terrain et au Conseil régional, qui a financé l'aménagement !

Nous avons tous reçu une lettre de notre ancien maire, Pierre Aubry, et la réponse du maire actuel, Olivier Dosne. Ne prenons pas partie dans ce débat mais soulignons juste que Pierre Aubry a fait distribuer, à ses frais ou par des personnes de bonne volonté, un courrier imprimé sur papier ordinaire. En revanche, Olivier Dosne, qui dispose pourtant d'un blog personnel, du site Internet de la mairie et du journal municipal, a fait imprimer et distribuer une réponse imprimée sur papier glacé... Merci aux contribuables joinvillais ?

C'EST PAS BIENTÔT FINI ?

# Les équipements publics dans le viseur

Plus de population, moins de services publics, un stationnement de plus en plus difficile... Les projets d'urbanisme, qui ne font l'objet d'aucune consultation avec les Joinvillais et les associations, dessinent un avenir peu réjouissant.

**E**N FÉVRIER, UN PREMIER PARKING A FERMÉ rue de Paris, en prévision des futurs travaux dans la ZAC des Hauts-de-Joinville. Un équipement provisoire l'a remplacé, mais il n'offre que... vingt-sept places au lieu des soixante perdues ! En mars, c'était le parc de stationnement de la gare RER de Joinville qui était supprimé. Deux cent cinquante automobilistes utilisaient ce qui était, de loin, le premier équipement de ce type dans la commune. Et là, rien – oui, absolument rien – n'a été prévu pour les usagers. L'installation d'entreprises autour de la gare RER est évidemment un projet intéressant pour Joinville, que les élus de gauche ont d'ailleurs toujours soutenu avec constance. Mais il n'est nullement incompatible avec le maintien d'un stationnement à proximité. Notons que toutes les opérations dans les gares voisines ont, à chaque fois, prévu la réalisation de places pour les usagers.

Plusieurs opérations d'urbanisme vont toucher les quartiers du Haut de Joinville. La population va s'accroître sensiblement, mais pratiquement aucun équipement public ne va voir le jour, si ce n'est une crèche qui offrira deux fois moins de places que ce qui avait été programmé au départ. La construction des nouveaux immeubles des Hauts de Joinville amènera plus d'un millier d'habitants en plus. Les écoles ont déjà du mal à faire face à la demande, en matière de restauration par exemple, pourtant aucun aménagement n'est prévu.

Le gymnase prévu à côté de la mairie remplace le gymnase Pierre-François mais sur une surface plus petite. Transféré en dehors du centre-ville, il aurait coûté moins cher ou permis plus



d'équipement pour le même coût et avec une plus grande facilité de parking. On assiste donc bel et bien à la suppression des services publics dans la droite ligne de la politique gouvernementale. Pour rappel, la municipalité d'Olivier Dosne avait déjà décidé d'arrêter Agora Joinville Emploi tandis que l'agence Pôle-Emploi fermait. Sans même parler de la suppression du service de prévention santé et le centre d'hébergement d'urgence.

*Benoît Willot, Conseiller municipal PS*

## ET SI ON PENSAIT AUTREMENT ?

### L'entreprise, une idée de gauche

Aux même titre que la sécurité ou l'immigration, le thème des entreprises est rarement intégré dans le discours de la gauche à l'exception notable des termes « PME innovantes » et autres « fleurons de notre industrie », qui ressortent davantage des éléments de langage, comme on dit à l'Élysée, que d'une réelle démarche d'appropriation des difficultés rencontrées par les secteurs concernés.

Les raisons de cette désaffection sont connues : un vieux fond de marxisme, qui fait considérer le chef d'entreprise comme un « ennemi de classe », le fait que les entreprises soient une *Terra incognita* pour des élus majoritairement issus de l'administration, la vision technocratique de décideurs formés à la macro-économie et, enfin, le désintérêt électoral. En effet, les sociétés ne votent pas et les entrepreneurs sont supposés être de fervents suppôts de la droite, y compris la plus extrême.

En dépit du fait que ces images ont la vie dure, les choses bougent du côté des progressistes, souvent du fait des entreprises

elles mêmes. Des associations d'entrepreneurs comme le CJD, Entrepreneurs d'Avenir, Entreprendre au féminin, Démocratie & Entreprises sont des mines de propositions qui vont majoritairement dans le sens d'une vision progressiste de l'entreprise dont la gauche pourrait se saisir utilement, à l'inverse des positions idéologiques du MEDEF ou de la CGPME, dont la représentativité reste à démontrer.

#### Aussi bons gestionnaires que la droite

La moisson est plus faible du côté des grands partis de gauche : Europe-Écologie avec ses États généraux pour l'emploi et l'écologie, le PS avec sa Convention pour l'économie, ont entrebâillé la porte... Mais c'est du côté des *think tanks* qu'on peut trouver quelque matière : Terra Nova prépare une note définissant « l'entreprise de progrès », La Fondation Jean-Jaurès, sous la plume de Jean-Louis Bianco vient d'éditer un opuscule au titre parlant : *Entreprise et Démocratie Sociale*, même si l'en-

semble reste très modéré, trahissant le dilemme auquel se confronte la gauche de gouvernement sur ce thème : comment apparaître aussi bon gestionnaires que la droite sans donner l'impression de renoncer au social ?

Mais ce qui devrait faire définitivement basculer le thème des entreprises dans le discours électoral de 2012 vient de surgir au détour du dernier baromètre IFOP/Fiducial. Ce baromètre, trimestriel, mesure les attentes et prévisions des entrepreneurs de TPE dans les domaines de l'emploi, des finances, du climat des affaires et du gouvernement.

Le résultat souligne la confiance dans certains candidats potentiels du PS aux présidentielles. Quatre ans de gestion sarkozyste des affaires ont fait retomber le soufflé, ouvrant un boulevard à la gauche de gouvernement. Pour mémoire, les TPE (- de 20 salariés) sont 2,5 millions et représentent 97 % du nombre de sociétés en France, près de 30 % de la valeur ajoutée et 37 % de l'emploi...

2012, C'EST BIENTÔT...

## Choisissons notre champion

Pour désigner son candidat à l'élection présidentielle, le PS organise des primaires cet automne. Ces primaires sont régulièrement moquées et réduites à une querelle d'égos. Pourtant, **par cette initiative, le parti socialiste démontre sa capacité à innover et à proposer. Ne minimisons donc pas l'événement.** Demander aux citoyens qui se reconnaissent dans les valeurs de gauche – et non aux seuls militants des partis – de désigner le candidat qui les représentera le mieux lors de l'élection présidentielle constitue une première en France. L'entreprise est ambitieuse mais nous, les militants socialistes, savons que l'enjeu est crucial.

### Qui peut voter ?

Tous les citoyens inscrits sur les listes électorales avant le 31 décembre 2010 auront le droit de participer. Le vote a été ouvert également aux mineurs qui auront 18 ans avant l'élection présidentielle et aux citoyens non européens adhérents au PS ou au MJS.

### Comment ça marche ?

Au 13 juillet 2011, tous les candidats seront connus. Lors du vote, il suffira de s'acquitter d'une participation au frais d'organisation de 1 € minimum et de signer une charte d'adhésion aux valeurs de la gauche.

### Où voter ?

Les dimanches 9 et 16 octobre 2011,

les citoyens de gauche joinvillais qui le souhaitent se mobiliseront pour tenir deux bureaux à Joinville-le-Pont, selon des modalités assez semblables aux autres élections.

Nous attendons une réponse favorable de notre maire pour l'octroi de deux salles municipales, afin de simplifier les conditions de l'élection pour les joinvillais intéressés par l'événement. Un site spécial sera mis en ligne pour référencer les adresses de chaque bureau de vote.

**On peut consulter le projet du Parti socialiste pour 2012** sur le site [www.psjoinville.org](http://www.psjoinville.org), rubrique "Documents / politique nationale".

ILS SE MOBILISENT

## Un service de cardiologie de pointe menacé

Usagers, élus et agents hospitaliers ont engagé un véritable bras de fer pour sauver le service de cardiologie de l'hôpital Henri-Mondor, à Créteil.



Mais « au-delà du pôle cardiovasculaire, c'est tout Mondor que l'on veut dépecer », accuse-t-il. En effet, l'université Paris-Est-Créteil serait une victime collatérale de ce jeu de massacre. Sa présidente, le Professeur Bonnafous, dénonce « l'inconséquence d'une telle décision », qui va modifier et fragiliser profondément l'avenir de la Faculté de médecine. Plusieurs maires du Val-de-Marne se sont associés aux conseillers généraux qui ont voté à l'unanimité un vœu demandant le maintien du service de chirurgie cardiaque à l'hôpital Henri Mondor de Créteil. La Fédération du Parti socialiste du Val-de-Marne juge également inacceptable ce projet.

### La fermeture du service de cardiologie de l'hôpital Henri-Mondor répond à une logique strictement comptable.

La perspective de fermeture d'un service de cardiologie reconnu provoque l'inquiétude pour l'avenir de l'hôpital Henri-Mondor, à Créteil. Cette décision, prise par l'Assistance publique des hôpitaux de Paris (AP-HP) et l'Agence régionale de santé (ARS), qui répond à une logique strictement commerciale et comptable, débouche sur une réorganisation complète de la cardiologie en Île-de-France. Pourtant, le député-maire PS de Créteil, Laurent Cathala, observe que le pôle cardiovasculaire dégage 3,6 millions d'euros d'excédents, qui contribuent à l'équilibre de l'hôpital Henri-Mondor. Il souligne aussi l'excellence de ce centre hospitalo-universitaire, qui contribue au développement de l'attractivité de notre département.

Le 3 février dernier, au Conseil régional, les membres de la commission action sociale – dans laquelle je siége – ont demandé à Jean-Paul Huchon, président du Conseil régional, de réitérer avec force l'exigence d'un moratoire sur les quatre filières cardiologiques d'Île-de-France et le refus des fermetures prévues dans le service public hospitalier. La commission propose également que son président, Marc-Pierre Mancel, agisse en tant que médiateur entre l'ARS et les acteurs hospitalo-universitaires lors d'une réunion de concertation et de négociation.

**Pétronilla Comlan-Gomez,**  
Conseillère régionale d'Île-de-France



## Quand le maire « ne peut rien »...

Logo (lunetterie) et, maintenant, GTC (tirage de films)... Depuis 2008, la majorité municipale regarde sans réagir l'effondrement du tissu productif joinvillais. Contrairement à d'autres villes, de gauche comme de droite.

**L**ORS DU CONSEIL MUNICIPAL du 8 février 2011, le maire répond à une question du groupe des élus de gauche concernant la situation des entreprises du cinéma et de l'audiovisuel. Depuis le début du mandat du maire, la situation de cette part fondamentale de l'économie locale n'a jamais été évoquée dans cette enceinte, sauf quand nous en avons fait la demande expresse, pendant le temps très limité où nous avons droit à la parole. La réponse d'Olivier Dosne (Ump) est claire : « Il faut savoir fermer une porte ». Pour l'édile de droite, l'audiovisuel se conjugue au passé : « Si l'on peut, comme vous [les élus de gauche], déplorer le départ de Joinville de cette industrie qui a fait en son temps la renommée de notre ville, je pense qu'il faut s'adapter aux évolutions de la technologie et ne pas se battre contre des moulins à vent. »

Quelques jours plus tard, notre élu livrera une opinion plus précise de ce qu'il pense être le rôle d'un maire : « Le départ de certaines entreprises de notre territoire, comme GTC ou Logo récemment, sont des drames auxquels aucun élu ne peut rien. Quiconque vous dit le contraire ne dit pas la vérité ou n'a jamais exercé de responsabilité.

### Liquidation du pôle lié à l'image

Mon opinion est diamétralement opposée au laissez-faire de nos dirigeants de droite. Je crois qu'il faut se battre pour défendre les atouts que nous ont légués



l'histoire, les hommes et les entrepreneurs de notre ville.

Dans les communes de gauche, comme de droite, des politiques dynamiques pour inciter les entreprises à s'installer ont été un succès. À Saint-Denis, à Montreuil, à Issy-les-Moulineaux comme à Épinay ou à Boulogne-Billancourt, l'industrie de l'image est florissante. Les entreprises se créent, s'installent, se développent, et les emplois sont au rendez-vous !

À Joinville, la société GTC (tirage de films) et ses filiales sont liquidées ; les sociétés de production de films et de jeux vidéo s'en vont ; les entreprises de post-production

(son, sous-titres, etc.) quittent la ville à l'instar des Auditoriums de Joinville. La réaction du maire se limite à annoncer, à trois reprises, l'organisation d'une table ronde qui ne verra jamais le jour.

### Aucune action n'est menée

Et s'il n'y avait que cela. Mais la liquidation du pôle construit autour de l'image n'est pas le seul événement inquiétant. D'autres secteurs emblématiques de la ville sont touchés. Ainsi, l'entreprise Logo, en pointe dans la lunetterie, quitte la commune pour le Jura. C'est qu'à Joinville, autour du cinéma, de l'audiovisuel, de la formation et du traitement technique de l'image et du son, aucune action n'a été menée pour construire un pôle alliant la mise en valeur d'un patrimoine et des technologies les plus modernes. Au lieu de se contenter de fermer les portes et de théoriser l'impuissance en politique, il eût fallu rencontrer des entrepreneurs, travailler avec des partenaires publics. Bref, agir avec conviction pour susciter un renouveau !

*Benoît Willot,  
Conseiller municipal PS*

## Vous souhaitez vous impliquer dans la vie de la cité ? Rejoignez-nous !

La section PS de Joinville-le-Pont se réunit environ une fois par mois à la Mairie (23 rue de Paris) pour évoquer les questions de politique locale et nationale. Pour connaître les dates des réunions ou donner votre avis sur un sujet qui vous tient à cœur, rendez-vous sur notre site Internet : [www.psjoinville.org](http://www.psjoinville.org).